

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 mai 2013
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 23 mai 2013, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal
pénal international pour le Rwanda**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport établi par le Président et le Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, en application de la résolution 1534 (2004) du Conseil de sécurité, au sujet de l'état d'avancement de la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal au 10 mai 2013 (voir pièce jointe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le transmettre aux membres du Conseil de sécurité.

Le Président
(*Signé*) Vagn Joensen



Rapport sur la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda (au 10 mai 2013)

[Original : anglais et français]

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Activités des chambres	5
A. Activités des chambres de première instance	5
1. Jugement (annexe I)	5
2. Renvoi d'affaires en vertu de l'article 11 <i>bis</i> du Règlement (annexe II)	5
3. Autres activités de la Chambre de première instance	6
4. Statut des fugitifs (annexe III)	6
B. Activités de la Chambre d'appel (annexe IV)	6
II. Mesures prises en vue de la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement des travaux	8
A. Calendrier judiciaire et gestion des procédures	8
B. Affectation des juges et gestion du personnel	9
1. Les juges	9
2. Gestion du personnel et budget	9
C. Activités du Bureau du Procureur	10
1. Charge de travail	10
2. Coopération entre le Bureau du Procureur et les États Membres	12
3. Gestion des effectifs	12
D. Coopération entre les États Membres et le Tribunal	12
E. Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités	14
III. Transition vers le Mécanisme des Tribunaux pénaux internationaux	16
A. Fonctions judiciaires	16
B. Bureau du Président	16
C. Greffe	17
D. Division des services d'appui administratif	18
E. Bureau du Procureur	20
F. Archives	20

Conclusion et prévisions actualisées concernant la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda.	21
Annexes	
I. Tableau des jugements rendus en première instance au 10 mai 2013 : 55 jugements concernant 75 personnes accusées	23
II. Renvoi d'affaires en vertu de l'article 11 <i>bis</i> du règlement concernant des accusés appréhendés : quatre affaires concernant quatre personnes accusées	28
III. Personnes en fuite mises en accusation par le Tribunal	29
IV. Échéancier des procédures d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda en date du 10 mai 2013	30

Introduction

1. En 2003, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « Tribunal » ou « TPIR ») a arrêté une stratégie (la « stratégie d'achèvement des travaux du TPIR ») devant lui permettre de mener à terme ses enquêtes à la fin de 2004, d'achever l'ensemble des procès en première instance à la fin de 2008 et de conclure ses travaux en 2010, conformément à la résolution 1503 (2003) du Conseil de sécurité.

2. Le présent rapport, dans la foulée de ceux qui ont été adressés avant lui au Conseil de sécurité en vertu de la résolution 1534 (2004), donne un aperçu des progrès accomplis à ce jour par le Tribunal dans la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement de ses travaux. Cette dernière fait l'objet d'une actualisation et d'aménagements constants depuis 2003¹.

3. Au 10 mai 2013, le Tribunal a bouclé ses dossiers de première instance contre l'ensemble des 93 personnes mises en accusation devant lui. Ceci inclut 55 jugements concernant 75 accusés, le renvoi de 10 affaires devant des juridictions nationales (quatre concernant des accusés appréhendés et six concernant des fugitifs), trois fugitifs prioritaires dont les dossiers ont été transférés au Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux (le « Mécanisme » ou « MTPI »), le retrait de deux actes d'accusation, ainsi que trois accusés qui sont décédés avant ou au cours de leur procès. Le dernier jugement portant sur des infractions majeures au droit international a été rendu, comme prévu, en décembre 2012. Les procédures d'appel ont pris fin dans le cas de 46 personnes, et il est prévu que tous les appels en cours, sauf un, seront tranchés en 2014. En raison des retards tenant à la traduction et à d'autres facteurs exposés dans le présent rapport, il est maintenant prévu que la dernière procédure d'appel (dans l'affaire *Butare*) prendra fin d'ici au mois de juillet de l'année 2015.

4. Au cours de la dernière période considérée, le Tribunal a renvoyé la deuxième affaire mettant en cause un accusé qui est sous sa garde (Bernard Munyagishari) devant les juridictions rwandaises. La décision de renvoi de ce dossier au Rwanda a été confirmée par la Chambre d'appel dans un arrêt rendu le 3 mai 2013, et le transfert de Munyagishari vers le Rwanda est imminent.

5. Alors que neuf personnes accusées par le Tribunal sont toujours en fuite, il incombe à la République du Rwanda et au Mécanisme de les rechercher et de les juger dans la mesure où les affaires concernant six d'entre elles ont été renvoyées au Rwanda. Une fois arrêtés, les trois fugitifs restants seront jugés par le Mécanisme. Les procédures visant la conservation des éléments de preuve en application de l'article 71 *bis* du Règlement ont été bouclées relativement aux trois personnes qui seront jugées par le Mécanisme, ce qui permettra aux procès de se dérouler sans heurt lorsque les mis en cause auront été appréhendés.

¹ Voir les rapports adressés aux Nations Unies le 14 juillet 2003 et le 29 septembre 2003 relativement à la résolution 57/289 (2003) de l'Assemblée générale et la demande formulée par le Tribunal aux fins d'accroissement du nombre de juges *ad litem* siégeant « au même moment ». Des rapports sur la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal ont été adressés au Président du Conseil de sécurité les 30 avril 2004, 19 novembre 2004, 23 mai 2005, 30 novembre 2005, 29 mai 2006, 8 décembre 2006, 31 mai 2007, 20 novembre 2007, 13 mai 2008, 21 novembre 2008, 14 mai 2009, 9 novembre 2009, 25 mai 2010, 1^{er} novembre 2010, 12 mai 2011, 4 novembre 2011, 11 mai 2012 et 5 novembre 2012.

6. La transition du TPIR vers le Mécanisme est maintenant en bonne voie. La plupart des fonctions judiciaires et pénales ont déjà été transférées au Mécanisme, et les services administratifs lui sont actuellement fournis par le TPIR et le TPIY. La transition est bien enclenchée, le Mécanisme étant mieux à même d'assurer lui-même ses différentes fonctions administratives.

I. Activités des chambres

A. Activités des chambres de première instance

7. Le présent rapport couvre la période allant du 6 novembre 2012 au 10 mai 2013 (la « période considérée »). Au début de cette période, le Tribunal avait encore un jugement à rendre, lequel a été prononcé le 20 décembre 2012. Cela étant, tous les procès au fond sont à ce stade terminés, le Tribunal ne restant saisi que de deux cas d'outrage au Tribunal ou de faux témoignage pour lesquels des ordonnances tenant lieu d'actes d'accusation ont été confirmées avant le 30 juin 2012.

8. Le principal défi à relever dans les prochains mois demeure la préparation des archives en vue de leur transfert au Mécanisme, et ce, dans un contexte d'hémorragie de personnel exerçant des fonctions clefs. Malgré les problèmes d'effectifs persistants rencontrés, qui expliquent les retards évoqués ci-après, le présent rapport confirme que le Tribunal a rendu son dernier jugement dans les délais. Il ne lui reste plus qu'à mener à bien les procédures d'appel et la poursuite de la transition vers le Mécanisme.

1. Jugement (annexe I)

9. Le 20 décembre 2012, une section de la Chambre de première instance, composée des juges Sekule, président, Bossa et Rajohnson, a rendu oralement son jugement dans l'affaire *Ngirabatware*. Ayant déclaré Augustin Ngirabatware coupable de génocide, d'incitation directe et publique à commettre le génocide et de viol constitutif de crime contre l'humanité, elle l'a condamné à une peine de 35 ans d'emprisonnement. L'accusé était Ministre de la planification à l'époque des faits. Au cours du procès, la Chambre a entendu au total 27 témoins à charge et 35 témoins à décharge. Le texte du jugement a été déposé le 21 février 2013. Par décision rendue le même jour, la Chambre a également demandé au Mécanisme d'engager des poursuites contre deux personnes pour outrage au Tribunal, pour comportement répréhensible vis-à-vis de témoins dans le cadre du procès *Ngirabatware*. Cette décision a été contestée devant le Mécanisme par les personnes y accusées. La décision sur ces requêtes conditionnera la suite de la procédure.

2. Renvoi d'affaires en vertu de l'article 11 bis du Règlement (annexe II)

10. Comme il ressort du tableau joint au présent rapport, quatre affaires concernant des personnes accusées et détenues par le Tribunal ont été renvoyées devant des juridictions nationales, soit deux à la France et deux au Rwanda. Le suivi de toutes les affaires renvoyées relève actuellement de la compétence du Mécanisme. Toutefois, le TPIR a accepté de continuer à assurer le suivi du procès en l'affaire *Uwinkindi* au Rwanda, ouvert avant le 1^{er} juillet 2012, et ce jusqu'à la fin de 2013 ou à la fin du procès si celle-ci survient avant cette date, notamment par la mise à disposition de juristes du Greffe.

3. Autres activités de la Chambre de première instance

Recueil de dépositions spéciales en vertu de l'article 71 bis du Règlement

11. Au cours de la dernière période considérée, la procédure de conservation d'éléments de preuve s'est achevée dans les affaires engagées contre les fugitifs Protais Mpiranya, Augustin Bizimana et Félicien Kabuga. Lorsque chacun d'entre eux aura été appréhendé, ces éléments de preuve serviront dans le cadre de leurs procès devant le Mécanisme.

Activités du Président du Tribunal

12. Durant la période considérée, le Président du Tribunal a, dans le cadre de ses responsabilités judiciaires, rendu des ordonnances et décisions notamment relatives à une requête en compensation et, en sa qualité de juge de permanence à la division d'Arusha du MTPI, à la coopération des États, au réexamen des mesures de protection de témoins et aux affaires concernant des fugitifs renvoyées au Mécanisme et aux juridictions rwandaises. En outre, il a continué d'assurer la supervision du suivi de l'affaire *Uwinkindi*, renvoyée au Rwanda.

13. Toujours au cours de la période considérée, le Président du Tribunal a régulièrement rencontré le Groupe des archives du TPIR afin d'assurer le transfert harmonieux de tous les dossiers judiciaires du TPIR et du Bureau du Président au Mécanisme. Comme il ressort de la section II.D ci-après, le Président a aussi activement pris part, de concert avec le Greffier, aux démarches visant la réinstallation des personnes acquittées ou des personnes libérées en territoire tanzanien après l'exécution de leur peine.

14. Le Président du Tribunal a présidé les réunions du Conseil de coordination conjoint du TPIR et du MTPI le 2 février et le 3 mai 2013. Le Conseil de coordination conjoint est composé des présidents, greffiers et procureurs du TPIR et du MTPI. Au cours de ces réunions, la coordination des politiques du TPIR et du MTPI relatives à la transition ainsi que l'articulation du budget pour les années 2014-2015 ont été évoquées; d'importantes décisions stratégiques ont été prises, ce qui va dans le sens de la transition.

4. Statut des fugitifs (annexe III)

15. Au 10 mai 2013, neuf accusés du Tribunal demeurent en fuite. Cependant, aucun ne relève de la responsabilité du Tribunal, six de ces dossiers ayant été renvoyés au Rwanda et les trois fugitifs prioritaires restants devant être jugés par le MTPI.

B. Activités de la Chambre d'appel (annexe IV)

16. Au 10 mai 2013, le nombre de personnes dont l'appel a été tranché est de 46. Au cours de la période considérée, la Chambre d'appel a rendu un arrêt concernant deux personnes dans l'affaire *Mugenzi et Mugiraneza*, une décision confirmant le renvoi par la Chambre de première instance de l'affaire *Munyagishari* au Rwanda, une décision faisant suite à une demande postérieure à un appel et 47 ordonnances et décisions relatives à la mise en état en appel.

17. La Chambre d'appel s'en est tenue à ses prévisions accélérées en rendant un arrêt concernant deux personnes au cours du premier trimestre de 2013. Il est prévu qu'elle en rende deux autres concernant cinq personnes d'ici à la fin de 2013, ainsi que trois arrêts concernant quatre personnes en 2014. Le dernier concernant six personnes sera rendu d'ici au mois de juillet de l'année 2015 (voir l'annexe IV).

18. Par son arrêt du 4 février 2013, la Chambre d'appel a infirmé les verdicts de culpabilité prononcés à l'encontre de Justin Mugenzi et de Prosper Mugiraneza par la Chambre de première instance II le 30 septembre 2011, ayant entendu les parties en octobre 2012. Ayant conclu que la Chambre de première instance avait commis une erreur en déclarant Mugenzi et Mugiraneza coupables d'entente en vue de commettre le génocide et d'incitation directe et publique à commettre le génocide, la Chambre d'appel a ordonné leur libération immédiate.

Appels interjetés contre des jugements en première instance : six affaires

19. Dans l'affaire *Ndindiliyimana et consorts* (l'affaire *Militaire II*), le jugement de première instance a été prononcé le 17 mai 2011, le texte en ayant été déposé le 17 juin 2011. Les cinq parties (soit les quatre personnes condamnées et le Procureur) ont toutes interjeté appel, et le dépôt des écritures en appel s'est achevé en mai 2012. Les audiences d'appel se sont tenues du 7 au 10 mai 2013.

20. Dans l'affaire *Nyiramasuhuko et consorts* (l'affaire *Butare*), le jugement de première instance a été rendu le 24 juin 2011, et le texte en ayant été publié le 14 juillet 2011. Les sept parties (soit les six personnes condamnées et le Procureur) ont toutes interjeté appel. Étant incapable de travailler en anglais, langue dans laquelle le jugement a été rédigé, les six personnes condamnées ont obtenu une prorogation de délais pour déposer leurs mémoires d'appel après réception du texte français du jugement. La personne condamnée visée par l'appel du Procureur s'est également vu accorder une prorogation de délai pour déposer sa réponse après réception de cette traduction. Les premières prévisions en l'espèce concernant la fin de la procédure en appel étaient basées sur les actes d'appel originaux et la date à laquelle le texte français du jugement était censé être disponible, à savoir la fin août 2012. Or, ce n'est qu'en début février 2013, date à laquelle la traduction française du jugement s'est achevée, que celle-ci a été communiquée aux parties, ce qui a occasionné un retard de cinq mois dans le dépôt des mémoires d'appel des six personnes condamnées et des mémoires de l'intimé en réponse à l'appel interjeté par le Procureur. De plus, quatre des six personnes condamnées ont demandé et obtenu l'autorisation d'élargir le champ de leurs recours respectifs par l'adjonction de nouvelles allégations d'erreurs. Le Procureur s'est vu accorder une prorogation de délai pour répondre aux appels dont la portée a été ainsi élargie. Par conséquent, le dépôt des écritures en appel en l'espèce devrait vraisemblablement s'achever en septembre 2013 au plus tard. Les nouvelles prévisions selon lesquelles l'arrêt devrait être rendu en juillet 2015 tiennent compte de ces retards dans le dépôt des écritures et de l'élargissement de la portée des recours depuis le dépôt des actes d'appel originaux sur la base desquels les premières prévisions avaient été faites.

21. Dans l'affaire *Ndahimana*, le jugement de première instance a été rendu le 17 novembre 2011, le texte en ayant été publié le 18 janvier 2012. La défense et le Procureur ont tous deux déposé leurs actes d'appel en février 2012. Le dépôt des écritures en appel s'est achevé en février 2013, et les audiences d'appel ont eu lieu le 6 mai 2013.

22. Dans l'affaire *Karemera et Ngirumpatse* (l'affaire *Gouvernement I*), le jugement de première instance a été prononcé le 21 décembre 2011, le texte en ayant été publié le 2 février 2012. Les trois parties (soit les deux personnes condamnées et le Procureur) ont toutes présenté des actes d'appel en mars 2012. Le dépôt des écritures en appel s'est achevé en mars 2013, et la mise en état en prévision de la tenue des audiences d'appel se poursuit.

23. Dans l'affaire *Nzabonimana*, le jugement de première instance a été rendu le 31 mai 2012, le texte en ayant été publié le 25 juin 2012. La défense et le Procureur ont tous deux déposé leurs actes d'appel, et la préparation de leurs écritures en appel se poursuit.

24. Dans l'affaire *Nizeyimana*, le jugement de première instance a été rendu le 19 juin 2012, le texte en ayant été publié le 22 juin 2012. La défense et le Procureur ont tous deux présenté leurs actes d'appel, et la préparation de leurs écritures en appel se poursuit.

II. Mesures prises en vue de la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement des travaux

25. Venant compléter les rapports précédents, la section qui suit met l'accent sur les principaux outils et éléments à l'aide desquels le Tribunal entreprend d'exécuter la stratégie d'achèvement des travaux.

A. Calendrier judiciaire et gestion des procédures

26. Conformément aux prévisions, le Tribunal a achevé toutes les procédures en première instance avant la fin de 2012. Tous les délais envisagés pour la présente période considérée, tant en ce qui concerne les procédures en première instance qu'en appel, ont été respectés. Dans l'affaire *Ngirabatware*, les actes d'appel ont été déposés comme prévu auprès du Mécanisme. Les procédures d'appel qui relèvent de la compétence du Tribunal seront bouclées avant la fin de 2014, sauf celles de l'affaire *Butare* dont l'arrêt est attendu en juillet 2015.

27. Le Tribunal continue de progresser vers l'achèvement de son mandat. Comme cela est détaillé dans la section III ci-dessous, toutes les sections du Tribunal travaillent en toute diligence à faciliter sa fermeture ainsi que sa transition vers le Mécanisme.

28. Le transfert des fonctions judiciaires au Mécanisme est presque achevé. Les mécanismes ayant été mis en place pour le suivi des affaires renvoyées au Rwanda en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement de procédure et de preuve passeront bientôt sous la compétence du MTPI. Les affaires concernant six fugitifs ont été renvoyées au Rwanda. Une fois appréhendés, les trois restants seront jugés par le Mécanisme. Toutes les procédures visant la conservation d'éléments de preuve en vertu de l'article 71 *bis* du Règlement sont terminées. Pour le temps qui lui reste et dans le cadre de la réduction de ses effectifs, il est indispensable que le Tribunal retienne les membres de son personnel jusqu'à la fin de leurs contrats afin de mener à bien toutes les activités nécessaires à l'exécution de son mandat dans les délais.

B. Affectation des juges et gestion du personnel

1. Les juges

29. Le Tribunal compte à l'heure actuelle 11 juges permanents siégeant en Chambre d'appel et un juge *ad litem* (le Président) siégeant en Chambre de première instance.

30. Pendant la période considérée, les juges Solomy Balungi Bossa (Ouganda) et Mparany Richard Rajohnson (Madagascar) ont quitté le Tribunal après avoir mené à terme la dernière affaire dont ils étaient saisis. Le juge William H. Sekule (République-Unie de Tanzanie) a été réaffecté à la Chambre d'appel en mars 2013, portant ainsi à six le nombre de juges permanents de la Chambre d'appel venant du TPIR.

31. Le 12 décembre 2012, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2080 (2012) prolongeant le mandat des juges de la Chambre d'appel jusqu'à la fin de 2014 ou à la fin des procédures dans les affaires dont ils sont saisis. Le Tribunal se félicite de l'adoption rapide et opportune de la résolution susvisée et tient à en remercier le Conseil de sécurité, puisqu'elle lui a permis de continuer à progresser vers la réalisation des objectifs de sa stratégie d'achèvement des travaux.

2. Gestion du personnel et budget

32. L'opération de réduction des effectifs amorcée en 2008-2009 se poursuit en 2012-2013 par la suppression annoncée de 212 postes, soit 34 % du niveau autorisé en 2010-2011. Un mécanisme a été mis au point en consultation avec l'Association du personnel pour identifier de manière équitable et transparente les membres du personnel dont le Tribunal entend se séparer.

33. Il va sans dire que cette opération continue d'influer sur l'aptitude des responsables à s'acquitter de leurs attributions et sur le rythme d'exécution des programmes, ce que vient compliquer le fait que la réduction des effectifs entraîne un surcroît de travail pour les responsables et les membres du personnel. Cependant, le Tribunal continue de recevoir un appui du Département de la gestion, notamment du Bureau du Contrôleur et du Bureau de la gestion des ressources humaines, en vue de mettre en œuvre des mesures et des stratégies pour surmonter les difficultés liées à la réduction des effectifs dans le respect du Règlement du personnel.

34. Au stade actuel des opérations du Tribunal et dans le cadre de la réduction des effectifs, le plus grand défi à relever en termes de ressources humaines concerne l'apport d'un appui adéquat aux membres du personnel dans leur transition vers d'autres emplois. L'absence d'un dispositif structuré et durable permettant au Secrétariat d'intégrer les fonctionnaires du TPIR au personnel des Nations Unies, et ce, en dépit de leur expérience et de leurs qualifications, influe sur la capacité du Tribunal à retenir les rares membres de son personnel qui sont toujours en poste et dont la présence est nécessaire pour mener à bien l'exécution de son mandat. De plus, le Tribunal n'étant pas en mesure d'offrir des contrats de plus d'un an, il se voit obligé de proposer des contrats temporaires que peu de candidats titulaires de contrats à durée déterminée sont disposés à accepter. Le TPIR continuera d'explorer, avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, la possibilité de profiter de la souplesse que présente le Règlement du personnel en vue de relever ces défis de manière à éviter de retarder davantage l'achèvement de son mandat.

C. Activités du Bureau du Procureur

35. Le Bureau du Procureur a continué à centrer ses efforts sur l'achèvement des appels qui sont en cours et le suivi des affaires renvoyées à des juridictions nationales. À la lumière de la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité, le Bureau du Procureur s'est également attelé à des activités visant à assurer une transition en douceur vers le MTPI, dont les deux divisions seront pleinement opérationnelles à partir du 1^{er} juillet 2013.

1. Charge de travail

36. Durant la période considérée, le Bureau du Procureur a mené à terme son travail dans le cadre des procès de première instance intentés au TPIR avec la conclusion de l'affaire *Le Procureur c. Augustin Ndirabatware*, dont le jugement oral a été rendu le 20 décembre 2012 et le jugement écrit le 21 février 2013. Ndirabatware a été condamné à 35 ans d'emprisonnement pour génocide, incitation directe et publique à commettre le génocide et viol en tant que crime contre l'humanité. Un acte d'appel a été déposé et la Chambre d'appel du MTPI connaîtra de ce recours.

37. La fin des procédures de première instance s'est traduite par une augmentation substantielle de la charge de travail de la Division des appels et des avis juridiques. Cette dernière intervient dans 32 recours dirigés contre des jugements prononcés dans neuf affaires. Comme le Bureau du Procureur l'a indiqué lors du dernier rapport, huit affaires ont déjà fait l'objet de renvoi en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement pour être jugées au Rwanda (affaires engagées contre Jean Uwinkindi, Charles Sikubwabo, Fulgence Kayishema, Ladislav Ntaganzwa, Aloys Ndimbati, Charles Ryandikayo, Phénéas Munyarugarama et Bernard Munyagishari), et deux autres (affaires engagées contre Laurent Bucyibaruta et Wenceslas Munyeshyaka) ont été renvoyées à la France. Avec la publication de sa décision par la Chambre d'appel dans l'affaire *Munyagishari* le 3 mai 2013, laquelle a confirmé le renvoi de l'affaire au Rwanda pour qu'elle y soit jugée, toutes les ordonnances de renvoi sont désormais finales. Suite à la publication de cette décision par la Chambre d'appel, Bernard Munyagishari a déposé une requête visant la suspension de son transfert au Rwanda; le Procureur s'est opposé à la requête et une décision à cet égard est imminente. Le Bureau du Procureur continuera à suivre les progrès effectués dans toutes les affaires renvoyées.

38. En plus de s'occuper des procédures en cours relatives au renvoi d'affaires devant des juridictions nationales, la Division des appels et des avis juridiques a établi un avis juridique pour le Procureur en rapport avec le jugement rendu en première instance dans l'affaire *Ndirabatware*. Le 4 février 2013, le Bureau du Procureur a également reçu l'arrêt portant acquittement de Justin Mugenzi et Prosper Mugiraneza faisant suite aux recours par eux formés. Dans l'affaire *Butare* mettant en cause six accusés, le dépôt des écritures en appel relativement au recours formé par le Procureur s'est achevé en mars 2013. Le dépôt des écritures en ce qui concerne les appels interjetés par les six accusés a commencé en avril et se poursuivra au moins jusqu'au milieu de l'année 2013. Le dépôt des écritures en appel concernant les recours formés par le Procureur et la défense dans l'affaire engagée contre Edouard Karemera et Matthieu Ndirumpatse s'est terminé en février 2013, mais le dépôt de requêtes ancillaires devrait continuer jusqu'à ce que soit arrêté le calendrier des audiences consacrées à l'audition des arguments des parties.

plus tard cette année. Dans l'affaire engagée contre Grégoire Ndahimana, le dépôt des écritures d'appel s'est également achevé au début de l'année 2013. Le 6 mai 2013, le Bureau du Procureur a oralement présenté ses arguments dans l'affaire *Ndahimana*. Du 7 mai au 10 mai 2013, le Bureau du Procureur a également présenté ses arguments oraux portant sur les huit appels formés par le Procureur et la défense dans le cadre de l'affaire *Militaire II*. Les arrêts sont attendus dans ces deux affaires d'ici à la fin de l'année 2013 ou au début de l'année 2014.

39. Durant la période considérée, la Division des appels et des avis juridiques a continué à s'occuper d'autres questions postérieures aux condamnations prononcées en première instance, notamment d'une requête en compensation déposée par Protais Zigiranyirazo, acquitté par la Chambre d'appel en novembre 2009. Par une décision rendue le 26 février 2013, la Chambre d'appel a rejeté la requête de Zigiranyirazo sollicitant l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la Chambre de première instance, laquelle avait auparavant rejeté sa requête en compensation. La Division a également continué à traiter d'une demande en révision déposée par Juvénal Kajelijeli à l'encontre de l'arrêt rendu par la Chambre d'appel en 2005. Une décision sur ladite demande est prévue pour plus tard cette année.

40. La Section de l'information et des éléments de preuve a continué à soutenir les équipes d'appel pour leur permettre de s'acquitter de l'obligation continue qui incombe au Bureau du Procureur de communiquer à la défense tout potentiel élément de preuve à décharge. La Section aide les équipes d'appel de la Division à élaborer des critères de recherche pertinents et à mener des recherches électroniques dans les bases de données du Bureau du Procureur. La Division et la Section envisagent d'entreprendre conjointement une revue complète des affaires dans lesquelles un jugement définitif a déjà été rendu afin d'identifier des éléments de preuve à décharge potentiels qui n'ont pas encore été communiqués. Cette revue continue des obligations en matière de communication de la preuve s'impose en application de l'article 68 du Règlement et est essentielle au transfert harmonieux des fonctions au MTPI. Tous les dossiers de la Division des enquêtes conservés à Kigali ont été transférés à Arusha. En outre, la Section de l'information et des éléments de preuve a également continué à aider le Bureau du Procureur du MTPI à mener des recherches électroniques dans diverses bases de données du Bureau du Procureur du TPIR en réponse aux demandes d'assistance émanant des autorités nationales.

41. Pendant la période considérée, le Bureau du Procureur a entamé la préparation du rapport de clôture à l'attention du Secrétaire général des Nations Unies ainsi que d'autres produits essentiels au legs du TPIR initiés au cours des dernières années. Le Bureau du Procureur a activement contribué à la finalisation et au lancement du Manuel sur les meilleures pratiques préparé conjointement par le TPIY, le TPIR, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, le Tribunal spécial pour le Liban et les chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens sur les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes internationaux. Deux autres manuels portant sur les enseignements tirés sur les enquêtes relatives à la poursuite des crimes sexuels et des actes de violence à caractère sexuel et sur la gestion des témoins et victimes d'agressions sexuelles en situation de conflit ont été préparés et soumis à une évaluation par les pairs lors d'un atelier international organisé par le Bureau du Procureur à Kigali en collaboration avec ONU Femmes, l'*Open Society Justice Initiative*, la Communauté est-africaine et le gouvernement du Rwanda. D'autres projets de cette nature sont actuellement en préparation, notamment sur la recherche

et l'arrestation des fugitifs, le recueil des faits sur le déroulement du génocide de 1994 tels qu'établis dans le cadre des procédures conduites devant le TPIR, ainsi que les défis que pose le renvoi d'affaires aux juridictions nationales en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement.

2. Coopération entre le Bureau du Procureur et les États Membres

42. Pendant la période considérée, les États Membres ont déployé des efforts accrus pour traduire devant leurs juridictions internes les suspects rwandais figurant sur la liste des fugitifs recherchés de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). Dans ce contexte, le Bureau du Procureur a continué à renforcer sa coopération avec diverses organisations intergouvernementales telles qu'INTERPOL et ses bureaux centraux nationaux, ainsi qu'à répondre aux demandes d'entraide judiciaire et d'informations que lui adressent les autorités nationales en charge des poursuites, y compris celles du Rwanda. La responsabilité de répondre aux demandes d'aide provenant de l'étranger, qui incombe officiellement au MTPI depuis le 1^{er} juillet 2012, a été endossée à compter du 1^{er} novembre 2012 par le personnel de base du MTPI. Le personnel du Bureau du Procureur du TPIR a toutefois continué d'assister le MTPI à s'acquitter de cette responsabilité afin d'assurer une transition sûre et en douceur. Bien que le nombre de demandes d'aide reçues par le Procureur soit resté à un niveau comparable à la tendance observée au cours des périodes précédentes, ces demandes étaient substantiellement plus volumineuses au cours de la période considérée. Au total, le Bureau du Procureur a reçu 35 demandes émanant de 11 États Membres et organisations internationales.

3. Gestion des effectifs

43. Avec l'achèvement des poursuites et le transfert de plusieurs fonctions au Mécanisme, la Division des poursuites a été supprimée et son personnel a quitté le Tribunal. Avec la publication d'arrêts par la Chambre d'appel et l'achèvement d'autres travaux essentiels tels que les procédures entamées en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement et la mise à jour des obligations de divulgation, une réduction initiale des effectifs actuels du Bureau du Procureur du TPIR est prévue pour le 1^{er} janvier 2014. Celle-ci sera suivie d'une autre, plus substantielle, au mois de juin de la même année lorsque d'autres appels auront été tranchés. Au moment du prononcé de l'arrêt dans l'affaire *Butare*, le Procureur entend supprimer le Bureau du Procureur du TPIR et transférer ses fonctions restantes au Bureau du Procureur du Mécanisme, soit en tant que fonctions principales, soit à titre de fonctions partagées.

D. Coopération entre les États Membres et le Tribunal

44. Le Bureau du Greffier a continué à jouer les rôles de canal de communication entre les organes du Tribunal et de composante diplomatique de celui-ci. À ce dernier titre, il a maintenu des liens diplomatiques de haut niveau avec les États Membres, diverses organisations internationales ainsi que des organisations non gouvernementales. Au cours de la période considérée, le Bureau du Greffier a adressé 66 notes verbales et autres communications aux États Membres concernant les opérations du Tribunal, notamment en vue de solliciter leur assistance et leur coopération.

45. Sans la collaboration accrue des États Membres, il sera, à certains égards, extrêmement difficile pour le TPIR de compléter son mandat. Cette coopération ne devrait pas se limiter aux seules activités pénales du Tribunal, mais également inclure toute requête d'assistance formulée par celui-ci dans le but d'accomplir sa mission, comme dans le cas de la réinstallation des personnes acquittées ou libérées. Nonobstant la reconnaissance par le TPIR du fait que l'article 28 de son statut n'oblige pas formellement les États Membres à coopérer en ce qui concerne la relocalisation de certains accusés, l'absence d'une telle obligation place le Tribunal dans une position de plus en plus difficile à l'égard des personnes qui dépendent de son aide pour leur réinstallation et la reprise de leur vie normale. Pendant longtemps, le Greffier a déployé des efforts considérables de façon concertée en vue de relocaliser ces personnes ailleurs qu'en Tanzanie, mais sans grand succès. Eu égard à la très courte période de temps qui sépare maintenant le TPIR de sa fermeture, et considérant le nombre important de personnes attendant d'être relocalisées, il fut entendu que le Président recourrait à ses bons offices pour assister, en particulier par le biais d'efforts diplomatiques, le Greffier dans ses démarches visant la réinstallation de ces personnes avant que le Tribunal ne ferme.

46. À cet égard, le Président et le Greffier continuent de déployer tous les efforts possibles afin de trouver des pays d'accueil pour les sept personnes acquittées (dont l'une a été acquittée en 2004) et les trois personnes libérées qui sont toujours hébergées sous la protection du Tribunal dans les maisons sécurisées situées à Arusha (« les personnes acquittées ou libérées »). Ces 10 individus vivent en territoire tanzanien sans statut d'immigrant approprié, et sont ainsi incapables de se déplacer librement, en attendant leur réinstallation dans d'autres pays. Dans le cadre des initiatives entreprises en vue de leur relocalisation, et au cours de la présente période considérée, une délégation du TPIR dirigée par le Greffier par intérim a effectué une mission officielle en France au mois de décembre 2012 afin de sensibiliser les autorités de ce pays à la situation des personnes acquittées ou libérées. Dès son entrée en fonction en janvier 2013, le nouveau Greffier est également allé en mission à Dar es-Salaam et à Kigali en février 2013. À Dar es-Salaam, il a prié le Gouvernement tanzanien d'envisager l'accord d'un statut de résident(s) permanent(s) à ces personnes. À Kigali, le Greffier a tenté d'obtenir le support du Gouvernement rwandais dans l'espoir de faciliter les efforts déployés par le Tribunal afin de relever le défi lié à la réinstallation des personnes acquittées ou libérées. Au cours de la période considérée, le Président a également déployé des efforts soutenus en prenant les devants de l'action menée auprès de l'Organisation internationale pour les migrations et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue d'obtenir leur appui, notamment grâce à des discussions tenues en avril 2013 avec leurs hauts responsables à Genève. En avril 2013, le Président et le Greffier du Tribunal ont également rencontré le Président Song de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Leurs discussions sur les difficultés similaires que rencontre la CPI quant à la réinstallation de ses personnes acquittées ont débouché sur un accord entre cette dernière et le TPIR visant la coordination de leurs efforts tendant à trouver une solution durable au problème.

47. Le Président et le Greffier du Tribunal ont également mis au point un plan d'action conjoint visant à assurer la réinstallation des personnes acquittées ou des personnes condamnées ayant été libérées par le TPIR après avoir purgé leur peine. Sous peu, ce plan d'action sera présenté au Conseil de sécurité ainsi qu'à d'autres agences des Nations Unies afin de solliciter formellement leur appui en vue de convaincre les États Membres de contribuer à la résolution de cette importante

question. Comme l'expose ce rapport, la difficulté que pose la réinstallation de ces personnes est due à l'absence d'un mécanisme formel assurant leur accueil par les États Membres sur leurs territoires. Le Statut du Tribunal, quant à lui, est malheureusement muet à ce sujet. Le Tribunal estime que la réinstallation des personnes acquittées ou libérées suite à la purge de leur peine imposée par un tribunal pénal international, afin qu'elles puissent refaire leur vie, est une manifestation concrète de l'état de droit. En outre, il s'inquiète des conséquences qu'entraînerait le non-respect de cette obligation. Eu égard à la fermeture imminente du Tribunal et au faible niveau de coopération volontaire des États Membres, le Tribunal en appelle une fois de plus au Conseil de sécurité pour qu'une solution durable soit trouvée à cette question.

48. Le rapport présenté ci-dessus sur les activités du Bureau du Procureur souligne l'étroite collaboration qui existe entre le Tribunal et les États Membres pour ce qui est de l'arrestation des accusés toujours en fuite, de la préparation du renvoi d'affaires devant des juridictions nationales et de l'aide apportée aux autorités nationales en charge des poursuites.

E. Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités

49. Au cours de la période considérée, le TPIR a continué à mettre en œuvre d'importants programmes de sensibilisation. À cet égard, les bureaux du Tribunal à Arusha, le Centre d'information et de documentation sis à Kigali (Umusanzu) et les 10 autres petits centres d'information provinciaux disséminés dans tout le Rwanda continuent de jouer un rôle déterminant dans la diffusion de l'information, ainsi que l'amélioration de l'accès à la jurisprudence du Tribunal et à d'autres documents juridiques. Ces centres reçoivent quotidiennement la visite de membres de la profession juridique rwandaise, d'étudiants, de chercheurs et de membres du grand public. Ces visiteurs ont reçu des documents d'information et ont eu accès à des exposés informatifs, à des séances de formation, aux services de la bibliothèque, à des projections vidéo et à l'Internet. Le siège du Tribunal (Arusha) a accueilli au total 650 visiteurs, dont 169 hauts responsables; le Centre Umusanzu sis à Kigali, près de 40 000; et les petits centres d'information provinciaux, environ 25 000. Au nombre de ces visiteurs figuraient des hauts responsables des Nations Unies et des hauts fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que des représentants du monde universitaire, de la société civile, d'organisations non gouvernementales et du grand public.

50. Fin novembre 2012, par l'intermédiaire du Bureau du Procureur, le TPIR a tenu un atelier international de trois jours sur les poursuites contre les crimes sexuels et les violences à caractère sexuel à Kigali, au Rwanda. La mise sur pied de cet atelier a été rendue possible grâce à un partenariat avec ONU-Femmes et à l'appui généreux de l'Open Society Justice Initiative, de la Communauté est-africaine et du Gouvernement rwandais.

51. En février et mars 2013, le Tribunal a également coorganisé à Arusha une conférence panafricaine sur les enseignements tirés des 10 premières années d'existence de la CPI à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire de celle-ci. Cette conférence était parrainée par Africa Legal Aid, en collaboration avec le Consortium international pour l'aide juridique et l'Association internationale du barreau.

52. Le Tribunal a également continué à diffuser de l'information auprès de tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux concernés, et a organisé à Arusha, Dar es-Salaam, Nairobi et Kigali plusieurs expositions de sensibilisation. En outre, plus de 2 500 exemplaires de la bande dessinée du Tribunal intitulée « 100 Days in the Land of the Thousand Hills » (100 jours au pays des mille collines), laquelle recèle de renseignements et d'enseignements à l'intention des jeunes sur un génocide, ses causes et sa dynamique et, en particulier sur le génocide rwandais et le concept du « plus jamais », ont été distribués au Burundi, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'un important projet de sensibilisation des jeunes mené par le Tribunal dans la région des Grands Lacs, avec l'appui de l'Allemagne et du Bureau des Nations Unies à Nairobi. L'initiative comprenait également un concours de rédaction et de dessin impliquant plus d'une centaine d'établissements scolaires.

53. Au cours de la période considérée, l'Équipe de sensibilisation du Tribunal basée à Kigali a également réalisé plusieurs activités. Elle a poursuivi l'organisation d'ateliers de sensibilisation sur le génocide financés par le Département de l'information des Nations Unies. Ces ateliers ont été tenus dans tout le pays au profit de 36 établissements d'enseignement secondaire et de quatre camps de démobilisation, de solidarité et de réinsertion situés dans six districts. Environ 34 800 enseignants, élèves et ex-combattants ont pris part à ce programme.

54. Le TPIR a de surcroît organisé un atelier de formation à l'intention de professionnels du domaine juridique exerçant au Rwanda, dans le but de renforcer davantage les capacités du système judiciaire rwandais dans des secteurs tels que les enquêtes, la protection des témoins, la gestion de l'information et des éléments de preuve et les compétences en matière de plaidoirie écrite ou orale. Cette formation visait à doter le système rwandais des outils nécessaires propres à lui permettre de se charger des affaires qui lui ont été transférées par le Tribunal. Au nombre des diverses initiatives que le Tribunal a mises en œuvre figure une formation à la recherche juridique en ligne à l'intention des étudiants en droit, des enseignants de la faculté de droit de l'Université libre de Kigali, des membres de l'Institut supérieur de pratique et du développement du droit et des procureurs nationaux de l'Organe national de poursuite judiciaire du Rwanda. Durant la dernière semaine de novembre 2012, le TPIR a également contribué à accueillir le Concours panafricain annuel du tribunal fictif de droit international humanitaire organisé par le CICR.

55. Finalement, le Tribunal a envoyé deux fonctionnaires du Greffe à la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à Abuja (Nigéria), du 24 au 28 septembre 2012, pour aider cette cour à réorganiser ses services de greffe. Dans la foulée de cette activité, 20 membres du personnel de cette cour, dont des greffiers, des huissiers de justice, des sténographes et des assistants administratifs, ont visité le Tribunal du 15 au 28 novembre, puis du 26 novembre au 7 décembre 2012, afin d'y suivre une formation visant à partager les pratiques optimales développées par le TPIR. De même, le Tribunal enverra un fonctionnaire du Greffe à Port of Spain du 10 au 25 mai 2013 pour partager, avec les services du Greffe de la Cour caribéenne de justice, les façons de faire développées par le TPIR dans le domaine de l'administration des chambres. En février 2013, le Tribunal a également mené des discussions avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples afin d'explorer les voies de coopération et de partage des connaissances envisageables avec cette institution.

III. Transition vers le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux

56. Conformément aux résolutions 2054 et 2080 (2012) du Conseil de sécurité, la section III constitue un rapport circonstancié des efforts déployés au cours de la période considérée en vue de la transition vers le Mécanisme, y compris les dates prévues, dans la mesure du possible, pour le transfert des fonctions.

A. Fonctions judiciaires

57. Aux termes de la résolution 1966 (2010) et des dispositions transitoires y annexées, le Conseil de sécurité a demandé que les fonctions judiciaires soient transférées au Mécanisme de manière coordonnée dès le 1^{er} juillet 2012, ou le plus tôt possible après cette date.

58. Il ressort de l'article 2 des dispositions transitoires que le Mécanisme est compétent pour connaître de tous les appels interjetés contre des décisions ou des jugements du TPIR après le 1^{er} juillet 2012. Le Mécanisme est ainsi habilité à entendre l'appel formé contre un jugement de première instance rendu par le TPIR, soit celui dans l'affaire *Ngirabatware*. Conformément à son statut et aux dispositions transitoires, le Mécanisme est également chargé de statuer sur les demandes en révision des jugements rendus par le Tribunal, de conduire les procès dans les cas d'outrage au Tribunal ou de faux témoignage lorsque l'acte d'accusation a été confirmé le 1^{er} juillet 2012 ou après cette date, et de juger les trois fugitifs prioritaires dès qu'ils seront appréhendés. Le juge de permanence de la Division du Mécanisme établie à Arusha (le juge Vagn Joensen, qui sert aussi en tant que Président du TPIR) a déjà eu à trancher plusieurs requêtes confidentielles concernant les trois fugitifs qui relèvent de la compétence du Mécanisme. La supervision de l'exécution des peines est également déjà passée sous la compétence du Président du Mécanisme.

59. Le Mécanisme répond également aux demandes d'assistance émanant des autorités nationales et connaît des requêtes concernant les cas d'outrage au Tribunal portés devant lui. Jusqu'à présent, le juge de permanence a été appelé à donner suite à chaque demande reçue par le Président du Mécanisme et a rendu plusieurs décisions sur les questions dont il a été saisi.

B. Bureau du Président

60. Conformément à l'article 6 du Statut du Mécanisme, les fonctions judiciaires concernant les dossiers transférés par le Tribunal aux juridictions nationales, tels que le suivi des affaires (avec l'assistance des organisations régionales ou internationales) et l'examen de l'éventuelle annulation de toute ordonnance de renvoi, sont passées sous la responsabilité du Mécanisme en date du 1^{er} juillet 2012. Étant donné que les ressources relatives à l'affaire *Uwinkindi* font partie du budget du Tribunal, il fut décidé que, pour le biennium en cours, le Greffier et le Président du TPIR continueront à assurer la supervision administrative du suivi de l'affaire en étroite collaboration avec le MTPI, alors que le Président du MTPI exercera toutes les fonctions judiciaires associées à celle-ci. L'affaire *Munyagishari* a été renvoyée au Rwanda par une décision de la Chambre de première instance du Tribunal rendue

en juin 2012 et ayant été confirmée par la Chambre d'appel le 3 mai 2013. Dès que les derniers détails auront été réglés, le Président envisage le transfert immédiat de Bernard Munyagishari vers le Rwanda, et le suivi de l'affaire relèvera de la compétence du Mécanisme. Le MTPI a également assuré le suivi des affaires renvoyées à la France. En conséquence, d'ici à la fin de l'année 2013 au plus tard, le suivi de toutes les affaires renvoyées fera exclusivement partie des responsabilités du MTPI.

61. Tel que décrit dans la section II.D ci-haut, le Tribunal continue de s'investir dans la réinstallation des individus acquittés ou libérés en Tanzanie afin qu'ils puissent réintégrer leur vie normale. La République-Unie de Tanzanie s'est montrée très affable en permettant à ces personnes de demeurer à Arusha sous la protection du TPIR, alors que ce dernier tente de les réinstaller dans des pays tiers. Tant et aussi longtemps que ces individus resteront en Tanzanie sous les soins du Tribunal, le TPIR estime qu'il lui incombera de trouver des pays désireux de les accueillir. À cet égard, et dans l'espoir de compléter les efforts qui ont été infatigablement déployés par le Greffier au cours des dernières années, le Président a également mis en œuvre de nombreuses initiatives diplomatiques visant la relocalisation des personnes acquittées ou libérées avant la fermeture du Tribunal.

C. Greffe

62. Avec l'avènement de la Division d'Arusha du Mécanisme, un certain nombre de fonctions ont immédiatement été transférées au MTPI, incluant l'exécution des peines, le soutien des autorités nationales, la protection des témoins impliqués dans les affaires complétées ainsi que la recherche des trois fugitifs prioritaires restants. Il fut entendu que les autres fonctions seront graduellement transférées au Mécanisme, alors qu'elles ne seront plus essentielles à la complétion de son mandat par le Tribunal. Celles-ci incluent des fonctions administratives telles que la prestation de services de santé et de sécurité, la gestion des finances et la gestion des ressources humaines, entre autres. Les Greffes du TPIR, du TPIY et du MTPI ont récemment pris part à une fructueuse retraite qui s'inscrivait dans le cadre de la préparation du budget pour les années 2014-2015 et qui visait notamment l'établissement de l'échéancier prévoyant le transfert des fonctions restantes. L'on envisage désormais que cet échéancier prendra forme lorsque le processus budgétaire actuel sera complété. Toutefois, et dans la mesure du possible, les dates prévues sur lesquelles tous se sont déjà entendus sont indiquées ci-dessous.

63. Au cours de la période considérée, en application de l'article 20 du Statut du Mécanisme et de l'article 5 des dispositions transitoires, le TPIR a continué à transférer au Mécanisme les dossiers des témoins protégés impliqués dans les affaires désormais complétées. Une équipe conjointe du TPIR et du MTPI a été formée pour assurer que les dossiers concernant les témoins protégés impliqués dans les affaires présentement en cours soient préparés et transférés au Mécanisme dès que ces affaires auront été complétées. Parce que la protection des témoins impliqués dans les affaires en cours est une fonction qui demeure sous la charge du Tribunal, les tâches y associées demeurent de la compétence du Tribunal et seront immédiatement transférées lors de la complétion de chaque affaire pendante. À cet égard, le TPIR a continué à préparer ces archives en vue de leur transfert au MTPI et de leur gestion par celui-ci. Le Tribunal travaille en étroite collaboration avec le Mécanisme afin d'assurer que les archives soient préparées de manière à faciliter

leur gestion efficace par le MTPI. Nonobstant les importants défis que représentent le volume faramineux ainsi que la nature des archives, en plus du fait que certains dossiers sont toujours actifs et le demeureront jusqu'à la complétion de l'affaire *Butare* en 2015, le Tribunal espère que la préparation et le transfert de ses archives seront complétés avant sa fermeture. Entre-temps, et tel qu'indiqué dans la section III.F ci-dessous, les archives ordonnées seront entreposées dans un établissement temporaire conçu à cet effet en attendant la complétion de l'édifice qui sera voué de façon permanente à leur conservation. Cet édifice est presque achevé et l'on espère commencer à l'utiliser dès juin 2013.

64. La Section des services linguistiques du Tribunal continue d'apporter son appui au Mécanisme en ce qui concerne la traduction d'actes de procédure et d'autres documents officiels, et ce, en dépit du nombre important de jugements et d'arrêts du TPIR qui n'ont pas encore été traduits. Le Tribunal continuera à traduire tous les documents essentiels au bon déroulement des procédures judiciaires engagées, incluant lorsque cela est nécessaire, afin d'assurer le respect des droits des accusés. Dans la mesure du possible, et d'ici à sa fermeture lors du prononcé de l'arrêt *Butare*, il continuera également de traduire tout document aux fins d'archivage. Parce que le Tribunal ne disposera plus de son personnel suite à ce prononcé, le MTPI sera en charge de traduire l'arrêt *Butare*.

D. Division des services d'appui administratif

65. La Division a continué d'apporter un appui administratif à l'ensemble des organes du Tribunal, et, en collaboration avec le TPIY, au MTPI, lequel a récemment démarré ses activités et est chargé d'exercer les fonctions résiduelles du Tribunal. Au cours de la période considérée, et dans le cadre de la réduction de ses effectifs, le Tribunal a accompli les activités présentées ci-après.

66. Outre le traitement des dossiers relatifs au règlement des droits des membres du personnel, la Section des ressources humaines et de la planification continue d'assurer leur formation et de leur fournir des services de consultation. Elle continue à les préparer pour leur transition vers de nouveaux emplois après leur départ du Tribunal. De plus, elle réexamine et actualise constamment le processus relatif à la cessation des contrats afin que les fonctionnaires qui quittent le Tribunal puissent percevoir, dans les meilleurs délais, les indemnités de départ auxquelles ils ont droit. Le Centre d'orientation professionnelle continue de fournir des ateliers de formation sur la rédaction de curriculum vitae, l'utilisation du système de recrutement en ligne des Nations Unies (Inspira) et la préparation aux entrevues.

67. La Section de la sécurité et de la sûreté a continué à apporter son appui au Tribunal pour lui permettre d'assurer la sécurité et la sûreté de son personnel, de ses locaux, de ses biens et de ses activités, grâce à l'application des directives du Système de gestion de la sécurité de l'ONU. Des initiatives ont été lancées pour renforcer la collaboration avec les autorités nationales des pays hôtes, à savoir le Rwanda et la Tanzanie. La Section a continué à suivre l'évolution de la situation en ce qui a trait à la sécurité et à faire appliquer des mesures adéquates à l'égard des menaces existant dans leur environnement d'exploitation. Elle a contribué à assurer la planification des activités devant conduire à l'entrée en fonctions du MTPI, sur la base d'arrangements arrêtés d'un commun accord entre les deux institutions.

68. La Section des services d'appui généraux a continué à fournir ses services habituels, mais dans un cadre d'intervention beaucoup plus limité. La Section a d'ailleurs été réorganisée afin de rationaliser les fonctions de ses différents services. Ainsi, le Groupe de gestion d'actifs a été renforcé en vue d'accélérer la liquidation des biens. Le Tribunal a également continué à prendre des mesures visant à réduire la prestation de services à l'interne, la plus récente étant l'introduction de cartes d'achat de carburant en lieu et place de la gestion d'un dépôt de carburant. Par ailleurs, eu égard à la réduction de ses effectifs, le TPIR a rendu un certain nombre de bureaux qu'occupaient ses fonctionnaires au Arusha International Conference Centre (« AICC »). Ceci a permis de regrouper la plupart des sections restantes dans le bâtiment Kilimanjaro de l'AICC. À Kigali, le personnel du MTPI et les fonctionnaires restants du TPIR ont été installés dans de nouveaux locaux. Dans le cadre du plan de liquidation, la radiation des biens superflus se poursuit par ailleurs avec diligence.

69. La Section des finances et du budget prépare le règlement des sommes dues aux membres du personnel à l'expiration de leurs contrats tout en veillant à une utilisation rationnelle des ressources dans les limites autorisées par le budget. La Section joue également un rôle de premier plan dans le cadre des préparatifs du Tribunal en vue de l'application des normes de l'International Public Sector Accounting Standards en 2014.

70. La Section des services informatiques continue d'appuyer le processus de réduction des effectifs en apportant son soutien à la réinstallation du personnel dans de nouveaux bureaux et à la liquidation des biens, ainsi qu'en fournissant des services et des ateliers de formation supplémentaires afin d'atténuer l'effet de la compression des effectifs sur les responsables du processus opérationnel et les opérateurs. Des technologies peu onéreuses ont été introduites à Kigali pour s'adapter au niveau de dotation en personnel considérablement réduit du MTPI et du TPIR. Certains services tels que la couverture du réseau radio servant à la sécurité seront sous-traités par un autre organisme des Nations Unies à Kigali, comme le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU ou le Programme des Nations Unies pour le développement.

71. Le Groupe des services médicaux continue de fournir des soins essentiels et spécialisés à ses clients, en particulier aux fonctionnaires du TPIR et du MTPI ainsi qu'à leurs personnes à charge, de même qu'aux détenus, aux personnes libérées et acquittées, aux témoins et aux victimes, aux stagiaires, aux visiteurs, aux agents ne faisant pas partie du personnel de l'ONU tels que les ouvriers, aux sous-traitants et au personnel d'entretien. L'hospitalisation est assurée par d'autres formations sanitaires présentes à Arusha ainsi que par les établissements hospitaliers autorisés en ce qui a trait aux évacuations sanitaires. Le Groupe des services médicaux continuera à prodiguer quotidiennement à ses usagers des soins médicaux, à leur fournir des services de vaccination, de conseils et d'éducation à la santé, ainsi qu'à s'acquitter de ses tâches médico-administratives.

72. Tous les services de la Division décrits ci-haut demeureront sous la responsabilité du Tribunal jusqu'à sa fermeture, laquelle coïncidera avec le prononcé de l'arrêt dans l'affaire *Butare* attendu en 2015, après quoi le MTPI fournira le support administratif nécessaire à l'équipe de liquidation du TPIR.

E. Bureau du Procureur

73. Depuis l'entrée en fonction du MTPI le 1^{er} juillet 2012, un certain nombre de fonctionnaires désignés du Bureau du Procureur du TPIR accomplissent également des tâches au profit du Mécanisme pour rendre celui-ci pleinement opérationnel. C'est dans ce cadre que des fonctionnaires du TPIR apportent leur appui aux opérations de recherche engagées par le Bureau du Procureur du MTPI, au travail accompli au sein du cabinet du Procureur, au traitement des demandes d'assistance émanant des autorités nationales et à la conduite des recours en appel devant le Mécanisme. C'est ainsi que la Division des appels et des avis juridiques du TPIR est intervenue dans la procédure conduite devant la Chambre d'appel du Mécanisme concernant la décision du TPIR portant renvoi de l'affaire mettant en cause le fugitif Munyarugarama au Rwanda pour qu'elle y soit jugée. La Division apporte aussi son appui à l'équipe ad hoc du MTPI dans le cadre du recours en appel et des procédures accessoires dans l'affaire *Ngirabatware*. Plus récemment, la Division a préparé une opinion juridique et un rapport sur la mise en état en appel relativement à ce dossier dont le MTPI est actuellement saisi. Une équipe ad hoc composée de fonctionnaires du Mécanisme a été formée pour défendre en appel le jugement rendu dans l'affaire *Ngirabatware*. De plus, au cours des dernières semaines, la Division des appels et des avis juridiques, qui intervient également à ce titre auprès du Mécanisme, a déposé une requête en réexamen et en recours interlocutoire concernant la décision rendue par le juge unique du MTPI. La décision contestée concluait à l'incompétence de la Chambre de première instance du TPIR à entamer des procédures contre Deogratias Sebureze et Maximilien Turinabo pour outrage au Tribunal.

74. Si le personnel du Mécanisme a déjà accès aux dossiers pertinents du Bureau du Procureur du Tribunal, il est prévu que toutes les archives de celui-ci soient transmises au Bureau du Procureur du Mécanisme après que les appels et les procédures accessoires aient été définitivement tranchés. Entre-temps, au fur et à mesure que les archives du Mécanisme seront établies, les documents qui ne seront plus consultés y seront systématiquement transférés, et le personnel du TPIR en charge de ces tâches sera au service aussi bien du Tribunal que du Mécanisme. La coopération et la collaboration étroites et continues entre le TPIY et le TPIR ont permis de garantir au Mécanisme un fonctionnement harmonieux en dépit de ses ressources actuellement limitées.

75. Si l'on s'en tient au rythme actuel de recrutement, le Bureau du Procureur du Mécanisme devrait disposer d'effectifs complets d'ici à la mi-juin 2013.

F. Archives

76. En dépit des problèmes posés par la rétention et le recrutement du personnel découlant de la fermeture imminente du Tribunal, la préparation des archives du TPIR en vue de leur transfert au Mécanisme s'est poursuivie avec vigueur. Le reconditionnement des originaux et la vérification des archives judiciaires sur support papier, ainsi que des métadonnées et des versions électroniques y afférentes, ont été achevés en ce qui concerne 60 % des archives judiciaires. L'approbation du Plan d'archivage du TPIR a grandement facilité son travail relatif à la destruction des autres dossiers substantifs et administratifs du Tribunal. Au cours de la présente période, la destruction conforme des archives, notamment la séparation des dossiers

ayant dépassé leur délai de conservation et des dossiers encore d'actualité, et l'élaboration des inventaires ont commencé pour la plupart des services importants du TPIR. Outre les activités engagées en rapport avec la préparation des archives pénales et judiciaires en vue de leur cession au Mécanisme, plusieurs autres services du Tribunal, dont le Centre de détention, la Section de l'administration du Centre de détention et des questions relatives aux conseils de la défense, le Bureau du Président et la Section de la planification et des ressources humaines se sont avancés dans leur processus de destruction et de préparation. À ce jour, plus de 1 400 mètres linéaires de dossiers (soit approximativement 40 % des dossiers devant être transférés) ont été reconditionnés, placés dans des boîtes et inventoriés, et sont en état de passer sous la garde du MTPI. Sous réserve d'une dernière révision, le caviardage de tous les enregistrements sonores originaux est terminé. Le travail de caviardage des éléments audiovisuels s'est tourné vers les enregistrements vidéo dont l'accès externe sera le plus sollicité. À cet égard, il est prévu que plus de 10 000 heures de débats seront caviardées d'ici à la fin de l'année 2014.

77. La construction et l'installation de l'équipement dans l'établissement de conservation temporaire des archives, composé de trois dépôts d'archives, sont presque complétées. Le système d'air climatisé et les unités de rayonnage ont été mis en place, et le Tribunal envisage de faire l'acquisition de systèmes d'extinction des incendies. Une fois cet établissement temporaire achevé, le processus de transfert des archives commencera. Celui-ci se déroulera en phases successives, au fur et à mesure que les archives seront prêtes. La date prévue pour la complétion de ce transfert est le mois de décembre 2014. Cependant, parce que les prédictions actuelles indiquent que certains dossiers seront toujours actifs au-delà de 2014, le transfert de toutes les archives au MTPI est désormais anticipé pour 2015, étant entendu que les dossiers encore actifs et utiles à l'exercice des fonctions du TPIR resteront de la compétence du Tribunal.

Conclusion et prévisions actualisées concernant la mise en œuvre de la stratégie d'achèvement des travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda

78. Au cours de la période considérée, l'activité judiciaire et juridique a essentiellement porté sur l'achèvement du dernier jugement en première instance et sur le travail en cours à l'égard des appels. Les services administratifs du Tribunal se sont essentiellement attelés à la compression des effectifs et à l'appui à apporter au Mécanisme, tout en continuant à soutenir le travail judiciaire et juridique qu'il reste à accomplir. En ce qui concerne le transfert des services administratifs, il est prévu que le Mécanisme commencera à réduire sa dépendance à l'égard de l'administration du TPIR en 2014.

79. Depuis décembre 2012, suite au prononcé du jugement dans le dernier procès en première instance, il ne reste plus au Tribunal qu'à trancher les appels pendants. Toutes les procédures visant la conservation d'éléments de preuve ont été menées à terme et le Tribunal a tranché toutes les demandes de renvoi d'affaires en première instance, ce qui marque la fin des procédures de première instance menées devant le TPIR. Le transfert des fonctions judiciaires au Mécanisme est achevé et la première procédure en appel menée devant lui est en cours. Le Tribunal a également entrepris

le transfert des dossiers et des archives au Mécanisme, et la transition en douceur des fonctions pénales se déroule comme prévu.

80. Bien qu'il existe une possibilité que le TPIR ait à juger deux affaires d'outrage au Tribunal ou de faux témoignage pour lesquels les actes d'accusation ont été confirmés avant le 1^{er} juillet 2012, les procès débuteraient peu après l'arrestation de chaque personne mise en cause et seraient rapidement complétés. Grâce au travail assidu et au dévouement du personnel du Tribunal, les procès de première instance se sont achevés avant la fin 2012 conformément aux prévisions. De plus, hormis l'arrêt Butare dont les prévisions ne seront pas réalisées en raison du retard causé par la traduction du jugement et des autres documents relatifs aux procédures d'appel (que la Défense a le droit de recevoir dans une langue que les accusés comprennent), tous les autres arrêts seront rendus pour la fin 2014 comme prévu, et l'arrêt Butare est attendu en juillet 2015.

81. Depuis sa création, le TPIR a cherché à contribuer à l'entreprise de réconciliation au Rwanda en aidant à rétablir un sentiment de justice et en prenant part au développement d'une paix durable dans la région des Grands Lacs. La restauration de ce sentiment de justice a ouvert une voie permettant de surmonter les événements de 1994, et le Tribunal a aidé à faire en sorte que ces événements ne soient jamais oubliés grâce à ses initiatives de sensibilisation et de renforcement des capacités. La transition vers le MTPI, lequel est notamment chargé d'entretenir et de renforcer l'héritage du TPIR, marque le début d'un nouveau chapitre dans l'histoire du droit international. La rédaction de ce chapitre a d'ailleurs déjà commencé avec le travail de la CPI et du Tribunal spécial pour le Liban. Ayant en tête la fermeture imminente des tribunaux ad hoc, le MTPI veillera à ce que leur héritage soit préservé pour la postérité et à ce que les leçons apprises soient partagées avec leurs successeurs. Avant d'affronter les défis renouvelés que ce nouveau chapitre apporte, il importe toutefois de souligner le rôle crucial qu'a joué la coopération des États Membres dans la distance parcourue par le Tribunal, ainsi que les difficultés auxquelles il fera face sans le redoublement des efforts déployés à certains égards. Le soutien incommensurable de la communauté internationale a non seulement permis au TPIR de poursuivre les principaux responsables du génocide rwandais, mais aussi de supporter à son tour les juridictions nationales qui contribuent à la complétion de sa mission et ainsi de renforcer la reddition de compte à l'endroit des crimes les plus graves du droit international. Le renforcement des capacités de ces institutions nationales a étayé l'engagement du Tribunal envers la mise en œuvre de l'état de droit, et permettra ultimement de combattre l'impunité de façon durable et à tous les niveaux.

Annexe I

**Tableau des jugements rendus en première instance au 10 mai 2013 :
55 jugements concernant 75 personnes accusées**

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Jugement</i>
1	J.-P. Akayesu	Bourgmestre de Taba	30 mai 1996	I	2 septembre 1998
2	J. Kambanda	Premier Ministre	1 ^{er} mai 1998	I	4 septembre 1998 (reconnaissance de culpabilité)
3	O. Serushago	Homme d'affaires, dirigeant de la milice Interahamwe	14 décembre 1998	I	5 février 1999 (reconnaissance de culpabilité)
4	C. Kayishema	Préfet de Kibuye	31 mai 1996	II	21 mai 1999 (jonction d'instances)
	O. Ruzindana	Homme d'affaires	29 octobre 1996		
5	G. Rutaganda	Homme d'affaires, deuxième Vice- Président de la milice Interahamwe	30 mai 1996	I	6 décembre 1999
6	A. Musema	Homme d'affaires	18 novembre 1997	I	27 janvier 2000
7	G. Ruggiu	Journaliste à la Radio- télévision libre des mille collines	24 octobre 1997	I	1 ^{er} juin 2000 (reconnaissance de culpabilité)
8	I. Bagilishema	Bourgmestre de Mabanza	1 ^{er} avril 1999	I	7 juin 2001
9	G. Ntakirutimana	Médecin	2 décembre 1996	I	21 février 2003 (jonction d'instances)
	E. Ntakirutimana	Pasteur	31 mars 2000		
10	L. Semanza	Bourgmestre de Bicumbi	16 février 1998	III	15 mai 2003
11	E. Niyitegeka	Ministre de l'information	15 avril 1999	I	15 mai 2003
12	J. Kajelijeli	Bourgmestre de Mukingo	19 avril 1999	II	1 ^{er} décembre 2003
13	F. Nahimana	Directeur de la Radio- télévision libre des mille collines	19 février 1997	I	Affaire dite des <i>Médias</i> (jonction d'instances)
	H. Ngeze	Rédacteur de Kangura	19 novembre 1997		3 décembre 2003

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Jugement</i>
	J.-B. Barayagwiza	Directeur au Ministère des affaires étrangères	23 février 1998		
14	J. Kamuhanda	Ministre de la culture et de l'éducation	24 mars 2000	II	22 janvier 2004
15	A. Ntagerura	Ministre des transports	20 février 1997	III	Affaire dite de <i>Cyangugu</i> (jonction d'instances) 25 février 2004
	E. Bagambiki	Préfet de Cyangugu	19 avril 1999		
	S. Imanishimwe	Lieutenant des Forces armées rwandaises	27 novembre 1997		
16	S. Gacumbitsi	Bourgmestre de Rusumo	20 juin 2001	III	17 juin 2004
17	E. Ndindabahizi	Ministre des finances	19 octobre 2001	I	15 juillet 2004
18	V. Rutaganira	Conseiller de Mubuga	26 mars 2002	III	14 mars 2005 (reconnaissance de culpabilité)
19	M. Muhimana	Conseiller de Gishyita	24 novembre 1999	III	28 avril 2005
20	A. Simba	Lieutenant-colonel des Forces armées rwandaises	18 mars 2002	I	13 décembre 2005
21	P. Bisengimana	Bourgmestre de Gikoro	18 mars 2002	II	13 avril 2006 (reconnaissance de culpabilité)
22	J. Serugendo	Directeur technique à la Radio-télévision libre des mille collines	30 septembre 2005	I	12 juin 2006 (reconnaissance de culpabilité)
23	J. Mpambara	Bourgmestre de Rukara	8 août 2001	I	12 septembre 2006
24	T. Muvunyi	Commandant par intérim de l'École des sous-officiers (ESO)	8 novembre 2000	II	12 septembre 2006
25	A. Rwamakuba	Ministre de l'éducation	7 avril 1999	III	20 septembre 2006
26	A. Seromba	Prêtre (Commune de Kivumu)	8 février 2002	III	13 décembre 2006

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Jugement</i>
27	J. Nzabirinda	Encadreur de la jeunesse	27 mars 2002	II	23 février 2007 (reconnaissance de culpabilité)
28	J. Rugambarara	Bourgmestre de Bicumbi	15 août 2003	II	16 novembre 2007 (reconnaissance de culpabilité)
29	GAA	Témoin devant le TPIR	10 août 2007	III	4 décembre 2007 (outrage au Tribunal)
30	F. Karera	Préfet de Kigali	26 octobre 2001	I	7 décembre 2007
31	S. Nchamihigo	Procureur adjoint de Cyangugu	29 juin 2001	III	24 septembre 2008
32	S. Bikindi	Musicien	4 avril 2002	III	2 décembre 2008
33	P. Zigiranyirazo	Homme d'affaires	10 octobre 2001	III	18 décembre 2008
34	T. Bagosora	Directeur de cabinet, Ministère de la défense	20 février 1997	I	Affaire dite des <i>Militaires I</i> (jonction d'instances)
	G. Kabiligi	Général de brigade des Forces armées rwandaises	17 février 1998		18 décembre 2008
	A. Ntabakuze	Chef de bataillon des Forces armées rwandaises	24 octobre 1997		
	A. Nsengiyumva	Lieutenant-colonel des Forces armées rwandaises	19 février 1997		
35	E. Rukundo	Aumônier	26 septembre 2001	II	27 février 2009
36	C. Kalimanzira	Directeur de Cabinet au Ministère de l'intérieur	14 novembre 2005	III	22 juin 2009
37	L. Nshogoza	Ancien enquêteur d'une équipe de la défense	11 février 2008	III	2 juillet 2009 (outrage au Tribunal)
38	T. Renzaho	Préfet de Kigali-Ville	21 novembre 2002	I	14 juillet 2009
39	M. Bagaragaza	Directeur général de l'OCIR-Thé, contrôlait la filière thé	16 août 2005	III	5 novembre 2009 (reconnaissance de culpabilité)
40	H. Nsengimana	Recteur du collège Christ-Roi	16 avril 2002	I	17 novembre 2009

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Jugement</i>
41	T. Muvunyi	Commandant par intérim du camp de l'ESO	8 novembre 2000	III	11 février 2010 (affaire renvoyée en première instance)
42	E. Setako	Lieutenant-colonel	22 novembre 2004	I	25 février 2010
43	Y. Munyakazi	Dirigeant de la milice <i>Interahamwe</i>	12 mai 2004	I	30 juin 2010
44	D. Ntawukulilyayo	Sous-préfet de la préfecture de Butare	10 juin 2008	III	3 août 2010
45	G. Kanyarukiga	Homme d'affaires	22 juillet 2004	II	1 ^{er} novembre 2010
46	I. Hategekimana	Lieutenant, commandant du camp de Ngoma, Butare	28 février 2003	II	1 ^{er} décembre 2010
47	J.-B. Gatete	Bourgmestre de Murambi	20 septembre 2002	III	29 mars 2011
48	A. Ndindiliyimana	Chef d'état-major de la gendarmerie	27 avril 2000	II	Affaire dite des <i>Militaires II</i> (jonction d'instances)
	F.-X. Nzuwonemeye	Commandant de bataillon des Forces armées rwandaises	25 mai 2000		17 mai 2011
	I. Saguhutu	Commandant en second du bataillon de reconnaissance	28 novembre 2000		
	A. Bizimungu	Chef d'état-major des Forces armées rwandaises	21 août 2002		
49	P. Nyiramasuhuko	Ministre de la famille et de la promotion de la femme	3 septembre 1997	II	Affaire dite de <i>Butare</i> (jonction d'instances)
	A. S. Ntahobali	Dirigeant de la milice Interahamwe	17 octobre 1997		24 juin 2011
	S. Nsabimana	Préfet de Butare	24 octobre 1997		
	A. Nteziryayo	Préfet de Butare	17 août 1998		
	J. Kanyabashi	Bourgmestre de Ngoma	29 novembre 1996		
	E. Ndayambaje	Bourgmestre de Muganza	29 novembre 1996		

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Jugement</i>
50	C. Bizimungu J. Mugenzi J. Bicamumpaka P. Mugiraneza	Ministre de la santé Ministre du commerce Ministre des affaires étrangères Ministre de la fonction publique	3 septembre 1999 17 août 1999 17 août 1999 17 août 1999	II	Affaire <i>Bizimungu et consorts</i> (jonction d'instances) 30 septembre 2011
51	G. Ndahimana	Bourgmestre de Kivumu	28 septembre 2009	III	17 novembre 2011
52	E. Karemera M. Ngirumpatse	Ministre de l'intérieur et Vice-Président du Mouvement républicain national pour le développement et la démocratie Directeur général au Ministère des affaires étrangères et Président du MRND	7 avril 1999 7 avril 1999	III	Affaire <i>Karemera et consorts</i> (jonction d'instances – décès du troisième accusé, J. Nzirorera, le 1 ^{er} juillet 2010) 21 décembre 2011
53	C. Nzabonimana	Ministre de la jeunesse dans le Gouvernement intérimaire	20 février 2008	III	31 mai 2012
54	I. Nizeyimana	Commandant en second de l'ESO	14 octobre 2009; nouvelles comparutions le 5 mars 2010 et le 7 octobre 2010	III	19 juin 2012
55	A. Ngirabatware	Ministre dans le Gouvernement intérimaire	Comparution initiale le 9 février 2009	II	20 décembre 2012

Annexe II

**Renvoi d'affaires en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement concernant
des accusés appréhendés : 4 affaires concernant 4 personnes accusées**

<i>Numéro chronologique de l'affaire</i>	<i>Nom de l'accusé/ des accusés</i>	<i>Titre/fonction ou profession à l'époque des faits</i>	<i>Comparaison initiale</i>	<i>Chambre de première instance</i>	<i>Situation</i>
56	W. Munyeshyaka	Ministre du culte	Non applicable (arrêté en France)	Non applicable	Affaire renvoyée à la France le 20 novembre 2007
57	L. Bucyibaruta	Préfet de la préfecture de Gikongoro	Non applicable (arrêté en France)	Non applicable	Affaire renvoyée à la France le 20 novembre 2007
58	J. Uwinkindi	Pasteur à Nyamata	9 juillet 2010	III	Accusé déféré au Rwanda le 19 avril 2012
59	B. Munyagishari	Ancien Président de la milice Interahamwe à Gisenyi	20 juin 2011	III	Demande de renvoi à une juridiction nationale accueillie par la Chambre de première instance le 6 juin 2012; décision de la Chambre de première instance confirmée par la Chambre d'appel le 3 mai 2013. Transfert vers le Rwanda éminemment envisagé

Annexe III

Personnes en fuite mises en accusation par le Tribunal

<i>Nom</i>	<i>Situation au 10 mai 2012</i>
Augustin Bizimana	Une fois arrêté, l'intéressé sera jugé par le Mécanisme
Félicien Kabuga	Une fois arrêté, l'intéressé sera jugé par le Mécanisme
Protais Mpiranya	Une fois arrêté, l'intéressé sera jugé par le Mécanisme
Ladislav Ntaganzwa	Affaire renvoyée au Rwanda
Fulgence Kayishema	Affaire renvoyée au Rwanda
Charles Sikubwabo	Affaire renvoyée au Rwanda
Aloys Ndimbati	Affaire renvoyée au Rwanda
Charles Ryandikayo	Affaire renvoyée au Rwanda
Phénéas Munyarugarama	Affaire renvoyée au Rwanda

Échéancier des procédures d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda en date du 10 mai 2013

